



QUESTION ÉCRITE

S'attaquer enfin aux cyberattaques

Question écrite n° 08006 - 17e législature

Les informations clés

NUMERO DE LA QUESTION

08006

AUTEUR DE LA QUESTION

M. Alexandre Basquin

NATURE DE LA QUESTION

Question écrite

MINISTRE INTERROGÉ(E)

Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique

DATE(S) DE PUBLICATION

Question publiée le : 12/03/2026

ÉTAT

Publiée

Question de M. Alexandre Basquin (Nord - CRCE-K) publiée le 12/03/2026

M. Alexandre Basquin attire l'attention de Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique sur la multiplication des cyberattaques visant les institutions publiques et les entreprises françaises.

Depuis plusieurs mois, de nombreuses attaques informatiques ont touché des acteurs majeurs de notre Nation. Ces attaques d'ampleur ont démontré, s'il le fallait, l'extrême vulnérabilité de nos infrastructures numériques et les risques qu'encourent les données de nos concitoyens.

Ainsi, le ministère de l'intérieur a subi une cyberattaque majeure qui a conduit à la consultation et à la publication de plusieurs fichiers sensibles, notamment celui du traitement des antécédents judiciaires.

Dans le même temps, la société Cegedim Santé a été victime d'un piratage ayant entraîné la fuite de données administratives concernant près de quinze millions de Français, après la compromission des comptes de 1 500 praticiens utilisant un logiciel médical.

Une attaque informatique a également rendu temporairement inaccessibles les services en ligne de La Poste. Le groupe BPCE a par ailleurs été confronté à des incidents affectant ses services en ligne.

Plus largement, plusieurs organismes publics et entreprises ont été visés par des cyberattaques ou des fuites de données, notamment l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF), l'Office français de l'immigration et de l'intégration, France Travail, la plateforme Resana Secure, la Fédération française de tennis, la Fédération nationale des chasseurs ou encore tout dernièrement l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) qui s'est vue dérober 1,5 million de photos d'adolescents !

C'est insupportable et cela ne peut plus durer !

La répétition de ces incidents démontre que les cyberattaques ne sont plus des événements isolés, ni même un risque. Elles constituent désormais une menace structurelle qui pèse à la fois sur le fonctionnement des services publics, sur la poursuite des activités économiques et sur la protection des données personnelles des citoyens. Ces attaques ont des conséquences graves : elles peuvent entraîner la paralysie de services essentiels, la divulgation de données sensibles, ce qui constitue une atteinte grave au respect de la vie privée des Français et une perte de confiance dans les infrastructures numériques. Autant de données d'ailleurs qui se retrouvent sur le dark web à des fins délictueuses et criminelles.

Face à cette situation, de nombreuses alertes ont été lancées depuis plusieurs années sans pour autant être suivies d'effet. Dans le même temps, la numérisation et la dématérialisation des services publics et de l'économie ne cessent de progresser.

Il lui demande donc si le Gouvernement envisage de faire de la cybersécurité une priorité de l'action publique au regard de la multiplication de ces attaques et des conséquences qu'elles entraînent pour la sécurité et pour la vie privée des Français. Il souhaite également connaître les mesures que le Gouvernement entend prendre pour renforcer la protection des administrations et savoir si un renforcement des obligations de sécurité et des contrôles applicables aux organismes traitant des données est envisagé.

Publiée au JO du Sénat du 12/03/2026 - page 1277

En attente de réponse du ministère délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, chargé de l'intelligence artificielle et du numérique